

CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE

22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE A PITRE

MANIFESTE ECONOMIQUE ET SOCIAL SOUVERAINETISTE

« Tous les discours sur la souveraineté guadeloupéenne resteront d'aimables dissertations si nous ne sommes pas capables de produire avec efficacité de la richesse en mobilisant la majorité des forces sociales et économiques. Le monde est un espace de confrontations violentes entre les individus, les communautés et les entreprises. Malheur à ceux qui flanchent. L'attractivité de notre discours économique et social dépendra du sérieux et de la cohérence de nos propositions économiques et sociales. Les guadeloupéens qui donnent l'impression d'être très attachés au système néo-colonial nous attendent sur cette question sur laquelle nous n'avons pas le droit à l'erreur. La situation économique et sociale de la Guadeloupe n'est pas satisfaisante. Les français et leurs complices guadeloupéens conservateurs nous ont doté d'un système économique, social et administratif bâtard qui ne permet pas à tous les guadeloupéens de disposer d'un niveau de vie équitable et durable. Ce modèle que les conservateurs montrent avec de la suffisance à nos voisins est de la poudre aux yeux obtenu par un préfinancement de la France alimenté par des emprunts que les français ont de la peine à rembourser et dont l'objectif politique est de nous attacher indéfectiblement à leur république. Nous nous retrouvons contraints de participer au remboursement de cette dette en sus de celle de nos collectivités locales. Ainsi, on obère l'avenir de notre jeunesse. En dépit de notre forte contribution, ils veulent nous faire croire que sans eux nous n'existons pas. Notre société en effet dispose d'une économie ayant un faible PIB marchand qui augmente très lentement, affectée de déséquilibres macro-économiques structurels et générant de nombreuses inégalités dont certaines sont entretenues par la législation. L'économie guadeloupéenne est en définitive un appendice de l'économie française, une économie supermarché, vouée exclusivement à la consommation de biens et de services importés par les ménages et les administrations. Cette situation est particulièrement dangereuse comme l'illustre notre inertie pendant cette crise économique de l'Occident dans lequel est profondément inséré notre pays. Les politiques de rigueur imposées par les marchés financiers pour résorber dette et déficit d'exploitation de la France sont sur le point de toucher au moteur traditionnel de l'économie guadeloupéenne à savoir la consommation du fait de la diminution des dépenses publiques et de l'augmentation de la ponction fiscale sans que nous soyons capables de nous y opposer.

L'ÉCHEC ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA FRANCE ET DE SES ALLIÉS CONSERVATEURS GUADELOUPÉENS

Appendice de l'économie française, l'économie colbertiste de la Guadeloupe présente des caractéristiques qui en font une économie, dominée, déséquilibrée, profondément inégalitaire, peu performante et fragile. Ce système est exclusivement tiré par la consommation et l'investissement notamment l'investissement productif y occupe une modeste place ce qui permet de nous ranger dans la catégorie des économies régressives.

Une économie déséquilibrée

Les ressources de la Guadeloupe sont composées par un pourcentage élevé de produits et services importés. Le PIB lui-même est largement composé de services non marchands ce qui lui donne une apparence acceptable tout en étant le signe d'une grande fragilité. En effet, la valeur des services non marchands qui sont la contribution de l'administration à la valeur ajoutée est mesurée par son coût à savoir principalement les salaires versés. Il en résulte que notre économie est affectée par des déséquilibres macro-économiques structurels. Les marchés des biens et services, de l'emploi, des échanges et des paiements sont durablement déséquilibrés.

Une économie qui génère de fortes inégalités sociales

Le système économique génère de fortes inégalités sociales dont certaines sont confortées par le droit. Tel est notamment le cas avec les fonctionnaires dont le statut est supérieur à celui des autres salariés. Une grande majorité des salariés du privé est rémunérée au SMIC et occupe des emplois à temps partiel. Aux inégalités de revenus, il faut ajouter toute une batterie d'autres inégalités, en matière de patrimoine, de retraite, de chômage, d'accès à la santé et face à la mort.

Une économie fragile et peu performante

D'une part fragile car le PIB est composé de 40% des services non marchands principalement publics. La contribution des fonctionnaires au PIB est basée sur leur coût et non par la richesse produite. Or ceux-ci sont principalement composés de salaires affectés d'une prime de 40% et profitent pleinement d'un abattement de 30% en matière d'impôt sur le revenu auxquels s'ajoutent les avantages fiscaux et les dégrèvements sur les investissements. La part marchande par contre est modeste et sa croissance est faible, approximativement 2% en moyenne au cours des dix dernières, ceci hors l'inflation qui lui est supérieure. Sans la part non marchande notre PIB est celui d'un pays qui ne cesse de régresser.

Cette domination est totale et touche à tous les secteurs : domination réglementaire, domination judiciaire, domination budgétaire ; domination bancaire ; domination du capital étranger. La régulation de notre économie nous échappe totalement.

Les raisons de cette situation sont la conséquence d'une insertion dans le marché occidental capitaliste depuis le 17^e siècle dont la forme, le contenu et la structure ont changé dans le temps sans modification de la logique. Tout d'abord notre pays a fourni aux pays du centre du système les matières premières et les denrées dont ils avaient besoin pour l'accumulation de leur capital et la satisfaction de leur classe dominante ; puis, depuis la départementalisation qui a ouvert la voie au « welfare state colonial », la Guadeloupe a été transformée en zone de consommation de masse dont le préfinancement est assurée par la dépense publique et le pseudo processus d'égalisation des statuts sociaux avec la France qui n'est toujours pas réalisé à ce jour. Cette économie est l'un des piliers de l'ordre colonial français avec la tutelle politique, la protection sociale et les médias.

CONSTRUIRE UNE NOUVELLE ÉCONOMIE

L'objectif réaliste que nous poursuivons consiste à déconstruire l'existant puis à concevoir et construire en parallèle une nouvelle économie intégrée à son environnement local et régional, performante, moderne, équilibrée, contrôlée par les guadeloupéens compétents et répartissant entre les groupes sociaux et les individus les fruits de la croissance d'une manière équitable. C'est la condition pour que les guadeloupéens puissent se regarder, s'accepter et regarder le monde sans aucune appréhension.

Une économie réaliste et performante c'est-à-dire produisant ses propres biens et services selon un taux de croissance élevé pour atteindre rapidement le niveau des pays émergents. Quatre activités vont constituer le noyau de notre production de biens et services : l'agriculture, l'import substitution, le tourisme et les services et activités liés aux technologies de l'information. Le mécanisme du cycle productif se traduirait de la manière qui suit : les touristes vont augmenter la taille du marché intérieur ; ajoutés aux consommateurs de notre pays ils consommeront la production agricole et les produits de l'import substitution. L'agriculture sera tournée dans toutes ses productions vers la satisfaction du marché interne tout en tenant compte de l'évolution des goûts. Les technologies de l'information doivent permettre à notre pays de faire du travail à façon pour d'autres pays et entreprises avec notre capital informatique tout en développant une activité performante autour des logiciels afin de dépasser le stade de la consommation. Notre production sera protégée pour réduire la concurrence tout en respectant le droit international du commerce afin de multiplier nos chances.

Une économie équilibrée.

Les grands équilibres macro-économiques seront impérativement atteints : équilibre commercial avec dans les ressources consommées une part majoritaire des ressources produites en Guadeloupe ; équilibre sur le marché du travail avec comme objectif le plein emploi qui sera assuré par la croissance et des politiques de l'emploi ciblées pour permettre aux groupes sociaux les plus vulnérables d'avoir un emploi durable et rémunérateur ; équilibre sur les marchés des financements avec l'obligation inscrite dans nos textes fondamentaux d'un équilibre budgétaire et utilisation de notre épargne pour le financement de nos activités . A cet égard une attention particulière sera portée à notre fiscalité . La construction d'un nouveau système fiscal sera réalisé à partir des critères de justice, de rendement, de simplification et d'efficacité économique .L'accent sera mis dans notre nouveau système sur l'impôt sur le revenu et plus généralement sur les impôts directs et sur la protection du pouvoir d'achat des plus démunis.

Une économie qui redistribue d'une manière équitable les fruits de la croissance .

Cet objectif sera atteint au travers d'un système national de participation. Notre projet de participation composante de notre programme économique et social va se déployer dans deux directions : une participation pour permettre une gestion démocratique des entreprises au travers d'un comité d'entreprise doté de réels pouvoirs ; Un mécanisme de participation financière pour que tous les travailleurs de l'entreprise puissent bénéficier équitablement la richesse produite après négociations ou selon la loi . La participation sera accompagnée d'une politique nationale des revenus négociée entre les acteurs économiques et syndicaux et d'un plan national de protection sociale instrument de la solidarité dont les prestations seront plus simples que celles qui existent actuellement et le financement assuré à la fois par des cotisations sur les salaires et sur la valeur ajoutée des entreprises et une restructuration de la médecine libérale autour de la mise en place d'un système public d'accès aux soins à côté de l'accès privé . Enfin de nouvelles règles plus justes seront instituées pour la retraite afin que chaque senior puisse avoir une vie digne et heureuse.

Une économie dont le contrôle de la monnaie est assurée.

Il ne peut y avoir de souveraineté sans un minimum de contrôle par les guadeloupéens de la monnaie et autres valeurs qui circulent sur leur territoire et sur l'épargne placée à l'extérieur. Conformément à leur tradition de domination les français ne nous ont jamais consulté sur les problèmes monétaires .Ils nous ont appliqué ce qui leur paraissait bon pour eux en utilisant l'argument juridique contestable de notre intégration qu'ils ont eux-mêmes organisée avec leur parlement avec la complicité passive des élus et sans décision de la population . La Guadeloupe est située dans une zone dominée par le dollar .La valeur de l'euro est liée aux intérêts financiers européens. Il est difficile de trouver un élément justifiant la prise en compte de nos intérêts. L'objectif final que nous fixons est de construire les

moyens d'un contrôle effectif de la monnaie qui circule et qui s'évade de chez nous en concertation avec nos voisins et les dirigeants de l'Union Européenne. Nous mènerons les négociations avec nos partenaires autour d'un principe , la promotion des intérêts de notre pays.

Une économie intégrée au plan régional

Une souveraineté qui oublierait la dimension régionale serait vouée à l'échec. Dès la fin de la transition nous deviendrons membre du CARICOM et des autres organisations centro et latino-américaines dont la CELAC et nous militerons pour qu'elles deviennent des instruments de réduction des inégalités territoriales , de négociation de l'immigration et de négociation mondiale pour construire l'insertion de notre région dans l' économie mondiale .

Une économie contrôlée et régulée par les guadeloupéens.

Les pouvoirs publics guadeloupéens conduiront l'activité économique et sociale en intervenant dans la vie économique et sociale . Ils le feront grâce à la politique budgétaire afin que dépenses et impôts soient utilisés d'une manière optimale .Les grands travaux d'investissement seront le noyau de cette intervention budgétaire. Le choix des équipements se fera suite à une grande concertation publique où le point de vue de chaque acteur sera pris en considération. Toute décision d'équipement sera précédée d'un rapport économique, financier, technique , administratif et environnemental exhaustif qui doit permettre de prendre en compte les intérêts supérieurs de notre pays. Ils le feront ensuite grâce à une restructuration drastique du système bancaire et financier qui échappe aujourd'hui à tout contrôle guadeloupéen. Outre une prise de participation guadeloupéenne dans le capital des banques intervenant chez nous nous envisageons de construire une banque d'investissement avec des capitaux mixtes pour financer l'effort public et privé d'investissement .Ils le feront aussi grâce à l'élaboration d'une réglementation sociale qui devra notamment préciser la place des travailleurs dans l'entreprise. Ils le feront enfin en imposant une participation du capital guadeloupéen au capital de toutes les entreprises qui sont installées chez nous. De plus, un organisme public aura pour mission de choisir les investisseurs étrangers qui veulent entreprendre dans notre pays et accompagnera les investisseurs de Guadeloupe qui veulent investir à l'étranger. La programmation des activités sera utilisée par les pouvoirs publics pour donner de la cohérence à la politique économique et sociale des nouvelles autorités guadeloupéennes .

Les ressources humaines , c'est à dire l'ensemble des acteurs de notre pays seront au centre de la nouvelle économie . Elles bénéficieront systématiquement d'une formation qui tiendra compte tous les aspects d' un développement au service des intérêts fondamentaux de notre peuple . Notre diaspora aura aussi toute sa place dans la déconstruction et la construction de cette nouvelle société . Nous apporterons une attention particulière aux chômeurs dont on néglige trop souvent le savoir faire , le savoir être et bien d'autres aptitudes.

UNE CONSTRUCTION GRADUELLE

Compte tenu de la nature de l'économie que les Autorités françaises nous lèguent, le processus de déconstruction construction économique sera d'une grande complexité .Les guadeloupéens doivent le savoir pour éviter toute ambiguïté , toute apathie, léthargie et laxisme . Après une analyse lucide, il nous faudra concevoir, planifier, ordonnancer, la mise en œuvre de la déconstruction du système existant en le remplaçant au fur et à mesure par une série de solutions adaptées, évolutives assurant la gestion des interfaces de chaque étape de la transition menant à l'objectif final en la faisant sortir de l'abstrait et le rendre réel car ce n'est pas une utopie. Il nous faut faire naître, exister et pérenniser un développement qui génère de la prospérité pour tous et une qualité de vie améliorée notamment pour les plus démunis tout en respectant l'environnement (collecte et traitement des eaux potables et , pluviales ; collecte et traitement des ordures ménagères ; transports aériens inter îles des personnes et de marchandises ; transports inter urbains et intra urbains...etc.) pour vivre ensemble de manière disciplinée et harmonieuse grâce à l'efficacité des services publics . Il est donc exclu que nous attendions la prise du pouvoir politique pour débiter la construction de la nouvelle économie .Nous comptons agir énergiquement pendant une période de transition qui n'est pas homogène car elle comporte deux phases distinctes : une phase de lutte où l'arme économique et social sera utilisée pour favoriser la mobilisation populaire ; une phase conventionnelle après l'accord signé avec les français et approuvé par le peuple guadeloupéen. C'est dire toute l'importance des combats dans la sphère économique pour la constitution d'un front social et politique majoritaire.

L'audit préalable

Avant toute chose, le processus de construction sera précédé d'un audit de notre système économique et social mené par une commission composée d'experts indépendants et compétents dont les conclusions seront l'objet d'une large discussion dans notre pays qui doit se terminer par une approbation démocratique c'est à dire par élection.

Le temps de la lutte

Dans la phase de combat de la transition ,il nous faudra à la fois affaiblir le système des colonisateurs et leurs alliés tout en proposant et créant afin de convaincre les groupes sociaux de la justesse de notre projet. Les outils que nous utiliserons au cours de la première partie de la transition sont l'information régulière, la critique systématique et sans concession du système et la création d'outils correctifs qui vont préfigurer la nouvelle économie. Dès l' approbation de l'audit , un calendrier sera établi afin que le peuple puisse évaluer les réalisations. Les guadeloupéens doivent

connaître régulièrement l'état de leur économie et nos propositions pour la changer. Nous créerons notamment un certain nombre d'institutions qui préfigureront notre nouveau système. Un observatoire économique et social dont la mission principale sera d'analyser et d'informer sur la situation économique, sociale et financière et d'élaborer techniquement les dossiers qui nous serviront dans la lutte ; un organisme de participation pour permettre la prise de contrôle des entreprises et leur croissance régulière ; un organisme pour élaborer tous les ans le contre budget de la Guadeloupe afin de s'opposer à celui des autorités françaises et de leurs alliés et qui contrôlera aussi l'exécution budgétaire ; un institut de planification économique et social pour prévoir et encadrer l'avenir ; une commission de négociation pour restructurer le droit social applicable en Guadeloupe. Bien entendu, ce sont les circonstances qui détermineront les thèmes et les actions . Mais nous privilégierons le domaine social par l'accroissement de l'influence des forces du changement dans les comités d'entreprises , les autres instances de représentation du personnel, les conseils d'administration des organismes de la protection sociale et la création des conditions pour la négociation d'une convention collective interprofessionnelle pour restructurer l'ensemble du droit social.

Le temps du commencement

Dans la phase préparatoire à la réalisation de la souveraineté , il nous faudra obtenir de la France un maximum d'attributions économiques et sociales pour les institutions qui seront créées pour participer au gouvernement et à l'administration de la Guadeloupe pour accélérer la déconstruction du système actuel et la construction de la nouvelle économie . Nous ferons tout à cet égard pour que nos moyens nous permettent de contrôler et de réguler les flux financiers et économiques . Il n'est pas question de refaire l'erreur des décolonisations du 18e siècle et du 20e siècle où la puissance coloniale avait refusé de confier aux nouvelles autorités la maîtrise totale des flux financiers. Ainsi , la France continue encore aujourd'hui par le biais de la zone franc à dominer son ancien empire colonial d'Afrique. L'ordre économique et social à construire pendant la transition doit être de la compétence exclusive des nouvelles autorités guadeloupéennes . Les guadeloupéens en auront besoin pour défendre les intérêts supérieurs de leur nation.

LE BUREAU POLITIQUE

CONVENTION **P**OUR UNE **G**UADELOUPE **N**OUELLE

LE 4 DECEMBRE 2011

COMMUNICATION DE LA C.P.G.N

0690 404255